

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2012)
Heft: 1943

Artikel: À Zoug ça pue le gaz
Autor: Franchini, Federico
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024554>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

de la holding Medienviefalt est composé de Marina Masoni (présidente, radicale, ancien conseillère d'Etat tessinoise), Georges Bindschedler (avocat, membre de la société des *Schweizer Monatshefte* – mensuel du parti radical), Filippo Leutenegger, Robert Nef, président du *Liberales Instituts Zürich*) et Uli Windisch (professeur de sociologie à l'Université de Genève). Et dans le conseil d'administration de la *BaZ* : F. Leutenegger (président), Adriana Ospel-Bodmer (épouse de Marcel) et quelques autres personnes souvent présentées comme les partenaires de jass de Marcel Ospel...

S'agissant de la diversité de la presse, la holding Medienviefalt a accordé un crédit de 450'000 francs au site internet *LesObservateurs.ch* lancé par Uli Windisch. Il est bien connu en effet que le «politiquement correct et la bien-pensance de gauche

dominant encore largement» dans la grande presse helvétique. Nous voilà rassurés.

Une authentique famille d'oligarques

On pourrait se demander quels sont les motifs qui ont poussé Blocher à tant s'investir dans la *BaZ*? Il lui importait, a-t-il dit, que ce quotidien ne tombe ni dans le giron du groupe *NZZ* ni dans celui du *Tages-Anzeiger* afin de maintenir l'indépendance de la *BaZ* et, par extension, d'assurer la diversité de la presse en Suisse. Mais de quelle indépendance est-il question si ce journal passe sous le contrôle du premier parti politique du pays qui n'est pas autrement connu pour sa pratique du pluralisme d'opinions?

Dans toute cette histoire, fédéralisme oblige, il ne faut pas omettre de mentionner la concurrence très ancienne qui oppose Bâle et Zurich, ainsi que les aspects

émotionnels suscités dans la région bâloise par les mensonges, les demi-vérités et autres écrans de fumée lancés par la droite nationaliste zurichoise. Robinvest est zurichois; Edwin Somm continue d'habiter sur les bords de la Limmat. Filippo Leutenegger fait partie de la députation zurichoise aux Chambres fédérales. Tettamanti est certes tessinois, mais c'est depuis Zurich qu'il a fait savoir qu'il rachetait pour la deuxième fois la *BaZ*.

Christoph Blocher a souvent été comparé à Silvio Berlusconi (sans les *bonga bonga*) pour son appétit de l'argent et du pouvoir. Mais le journaliste Constantin Seibt, dans le *Tages-Anzeiger* du 13 décembre 2011, suggère une autre comparaison: «avec les Blocher, la Suisse a une authentique famille d'oligarques: avec ses propres château, parti, sociétés, usines et journaux».

A Zoug ça pue le gaz

Federico Franchini • 11 février 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19739>

La pieuvre Gazprom et ses tentacules suisses

Le géant gazier russe Gazprom a choisi la Suisse pour y établir certaines de ses sociétés affiliées. Zoug sert de siège tant à divers consortiums pour la

construction de gazoducs qu'à de mystérieux intermédiaires négociant le gaz de l'Asie centrale. La Confédération offre-t-elle – une fois de plus – le terrain idéal pour y bâtir des structures commerciales opaques?

Les températures polaires qui sévissent en Europe ont fait augmenter la demande de gaz. Moment que choisit le géant gazier russe Gazprom⁴ pour rappeler son importance politico-énergétique et pour faire savoir qu'il ne peut plus

accroître davantage ses livraisons. Gazprom est coutumier de telles annonces, ponctuelles comme la grippe saisonnière. On se souvient des hivers 2009 et 2006, quand la Russie avait bloqué ses livraisons gazières vers l'Ukraine et donc vers l'Europe. A la différence de certains pays du continent, la Suisse échappe largement aux dangers représentés par la stratégie de Gazprom. En effet, la Confédération a su diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique. Le gaz représente 12% de l'énergie consommée en Suisse, dont seulement un quart provient de Russie. Pour le Conseil fédéral⁵ «*le conflit gazier de 2009 – tout comme celui de 2006 – n'a eu à aucun moment une incidence directe sur la Suisse*».

Gazprom est un monstre. Responsable d'environ un tiers de la production mondiale de gaz, il contrôle également des sociétés actives notamment dans la banque, l'assurance, les médias, la production agricole. Sous le contrôle du Kremlin, Gazprom représente une véritable arme géostratégique aux mains du pouvoir russe. Il détient le monopole du système de gazoducs⁶ reliant l'Asie centrale, la Russie et l'Europe. Tout le gaz provenant de l'Ouzbékistan, du Turkménistan ou du Kazakhstan et destiné au marché européen doit transiter par des gazoducs

appartenant à Gazprom, dont le poids géopolitique est donc énorme. Le groupe est en pleine expansion, c'est une espèce de pieuvre en train de pousser ses tentacules dans toutes les directions. Il a des filiales⁷ domiciliées dans la majorité des pays européens où elles cherchent à augmenter les parts de marché de Gazprom. A qui la construction des deux nouveaux et importants gazoducs (Nord Stream et Sud Stream) ouvrira encore davantage les portes d'un marché européen de plus en plus libéralisé et énergétivore.

Dans cette course à l'ouest, Gazprom semble avoir choisi la Suisse comme site-refuge pour y établir des sociétés tournant dans sa galaxie. A Zoug, on retrouve Nord Stream AG⁸ et South Stream AG⁹, les consortiums chargés de la construction des deux gazoducs précités, qui relient l'Europe occidentale, la Russie et l'Asie centrale en contournant l'Ukraine. Le riche canton de la Suisse centrale abrite aussi d'autres sociétés qui, directement ou indirectement, appartiennent au géant russe. La législation zougnoise, qui garantit avantages fiscaux et discrétion, a de quoi attirer les sociétés de trading gazier, tout comme d'autres compagnies de négoce opérant sur les marchés des matières premières et autres produits de base. Les unes ni les autres ne craignent les sombres affaires menées avec l'aide d'opakes

intermédiaires.

L'exemple ouzbèque

En 2011, *Le Temps*¹⁰ révélait, à l'aide de câbles de Wikileaks, les réseaux suisses du commerce de gaz provenant de l'Ouzbékistan. Gulnara Karimova¹¹, résidant à Cologny et fille du président de l'Ouzbékistan, tirait les fils de la Zeromax GmbH de Zoug (aujourd'hui liquidée), la plus grande exportatrice¹² ouzbèque de matières premières. Elle siphonnait 80% des exportations de gaz naturel d'un pays gangrené par la corruption¹³. L'accord d'importation de gaz faisait transiter le combustible par une autre société zougnoise, la ZMB Schweiz. Celle-ci est était une filiale de Gazprom Schweiz¹⁴, société spécialisée dans l'achat de gaz en Asie centrale. Gazprom Schweiz est à son tour filiale de Gazprom Germania¹⁵. Cette dernière gère d'autres entreprises suisses aux organigrammes¹⁶ pour le moins créatifs, comme par exemple la Gas Project Development Central Asia AG¹⁷ domiciliée à Baar ou la Wintershall Erdgas Handelshaus¹⁸ Zug AG.

RosUkrEnergo: un obscur intermédiaire suisse

La crise gazière¹⁹ russo-ukrainienne de l'hiver 2005/2006 a révélé l'existence d'une mystérieuse société de droit suisse. Les

accords qui mettaient fin à cette crise confiaient à la RosUkrEnergo AG (RUE) de Zoug le monopole des exportations gazières à destination de l'Ukraine. La RUE est un *joint-venture* russo-ukrainienne. Gazprom contrôlait la moitié du capital, l'autre était aux mains d'hommes d'affaires ukrainiens dont le plus important avait pour nom Dimitri Firtash ²⁰. Ce dernier détenait le 45% de la RUE. L'existence même d'un tel intermédiaire et d'une société à la structure opaque nourrissait les soupçons de corruption et de liens avec des pouvoirs criminels. En 2010, des câbles ²¹ de Wikileaks ont alimenté ces doutes, en reliant la RUE à Semion Mogilevitch ²², présumé parrain de la mafia. Parmi les *top wanted* du FBI, Mogilevitch passait pour être impliqué dans ETG ²³, une société hongroise fondée par Firtash et donnée pour la «mère» de la RUE.

Cette dernière n'était en effet que la dernière d'une longue lignée de mystérieuses sociétés apparues et disparues à partir du milieu des années nonante. Ces sociétés jouaient les intermédiaires qui achetaient à bas prix le gaz turkmène pour le faire transiter par les gazoducs de Gazprom en Russie et le revendre ensuite en Ukraine, à des prix plus élevés. Des sociétés de pur négoce, dont le fonctionnement avait une mission commune: la dissimulation systématique

de l'identité de leurs actionnaires et du montant de leurs énormes bénéfices. Selon Le Temps ²⁴, entre 2005 et 2007, la RUE a dégagé un bénéfice oscillant entre 755 et 795 millions de dollars et versé à la Suisse la somme de 228 millions de francs.

L'existence de tels intermédiaires ne semble répondre à aucune nécessité économique rationnelle. Elles n'ont d'autre but que de permettre l'accumulation d'énormes fortunes par les personnalités impliquées, des oligarques russes et ukrainiens ainsi que les obscurs gouvernants des pays d'Asie centrale. Et subsidiairement le fisc suisse, bien sûr.

RosGas: le mystère continue

En 2009, la RUE a été exclue du nouvel accord négocié par les premiers ministres Poutine et Timochenko. De fait, la RUE ²⁵ semble aujourd'hui en sommeil. Pourtant, en 2009, au même temps que la RUE se dégonflait, un autre obscur intermédiaire suisse voyait le jour. Un intermédiaire dont on ne connaît presque rien mais derrière lequel se cache probablement une tentacule du poulpe Gazprom. Pour mieux comprendre il faut retourner en Hongrie, au printemps 2009. A l'époque Emfesz était la plus grande société gazière hongroise. Fondée en 2004 par Dimitri Firtash, elle était approvisionnée par la RUE.

En avril 2009, Emfesz annonça d'abord l'intention de rompre son contrat avec la RUE au profit d'un nouveau et mystérieux fournisseur suisse: la RosGas AG ²⁶, enregistrée à Zoug comme il se doit. Peu de jours après cette première apparition, Emfesz annonça son rachat complet par cette firme suisse. Méconnue jusqu'en avril 2009, RosGas vient tout à coup d'accaparer 20% du marché hongrois. Qui se cache donc derrière cette mystérieuse société enregistrée en Suisse qui a pris la place de la RUE?

Un article ²⁷ de la Jamestown Foundation explique que le capital de RosGas aurait la même structure que celui de la RUE: 50% pour Gazprom et 45% pour Firtash, plus d'autres actionnaires membres du *management* d'Emfesz. La réalité ²⁸ reste pourtant obscure. Tandis qu'Emfesz affirme que RosGas est une société de la galaxie Gazprom, le porte-parole du géant gazier nie formellement l'implication de son groupe. De son côté Firtash affirme ²⁹ que Emfesz lui appartient à lui et non pas à RosGas. On soupçonne que RosGas n'est qu'un nouvel élément de la longue lignée de sociétés intermédiaires créées par Firtash et Gazprom. Toutefois, il se peut que RosGas recouvre une tentative de Gazprom, qui chercherait à couper les livraisons de gaz à la Emfesz de Firtash, dans le but de prendre le contrôle du

marché domestique hongrois.

L'opacité de ce système ne permet pas d'y voir plus clair. De toute façon, si RosGas

fournit de grandes quantités de gaz à Emfesz, ce gaz doit passer par Gazprom, propriétaire des gazoducs reliant l'Asie centrale et la Russie à l'Europe. Dans ce

dossier, la seule chose claire reste le fait que la Suisse demeure le pays le plus accueillant pour les sociétés aux tenants et aboutissants obscurs, voire parasitaires.

Réussite scolaire en 66 langues

Ursula Nordmann • 9 février 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19720>

La leçon enthousiasmante de l'autonomie pédagogique d'une école anglaise

A Uxbridge, dans l'ouest de Londres, il y a une école publique³⁰ mixte fréquentée par quelque 1200 élèves (11-18 ans) dont beaucoup sont requérants d'asile – l'aéroport de Heathrow est tout proche. Ils parlent pas moins de 66 langues et bon nombre d'entre eux ont à peine quelques notions d'anglais à leur arrivée. Une situation qui ne promet guère de réussites scolaires.

De fait, il y a encore sept ans, 17% des élèves seulement obtenaient des résultats suffisants après cinq ans d'école secondaire, alors que l'objectif fixé est d'au moins 35% de réussites à cet examen final. Mais la réalité a bien changé depuis lors: 59% des élèves d'*Uxbridge High School* ont subi avec succès cette épreuve, soit un taux bien supérieur à la moyenne nationale. Comment est-ce possible?

Selon le proviseur Peter

Lang, qui travaille depuis dix ans sur place, le secret de ce succès tient d'abord au respect manifesté envers l'héritage culturel de chacun des élèves. Ainsi, pour la Saint-Georges, le chef de cuisine prépare un *roastbeef*. L'école célèbre aussi le Nouvel An chinois, la fin du Ramadan, la fête hindouiste du Diwali, le Thanksgiving Day et Hanoukka, la fête des lumières de la communauté juive. S'y ajoute une semaine internationale où les mets et les danses permettent d'évoquer d'autres cultures, notamment africaines et caraïbes. Toutes ces occasions festives ont pour but – et manifestement pour effet – de prévenir la marginalisation ou carrément l'exclusion, voire l'oubli de ses racines.

Mais si toutes ces célébrations contribuent certainement à instaurer un climat favorable à l'intégration, elles doivent s'accompagner de toute une série d'autres mesures, certes moins joyeuses mais dont la combinaison peut s'avérer efficace. Elles sont rendues

possibles par la grande autonomie dont dispose l'établissement.

Ainsi, *Uxbridge High* fait de son mieux pour permettre à chaque élève de comptabiliser au moins une réussite par jour. Elle a mis au point une procédure sévère contre le harcèlement (*bullying*³¹) qui inclut les parents des élèves concernés. De manière générale, elle cultive³² le respect de la personne, de ses droits et son sens de la responsabilité, toutes valeurs mises en évidence lors des assemblées³³ hebdomadaires des élèves regroupés par année scolaire.

Par ailleurs, comme il convient dans le monde anglo-saxon, l'école organise une foule de compétitions sportives et divers concours de musique. Efforts analogues côté communication: à l'intention des élèves, elle publie au moins une fois par an le *UHS Express*³⁴, magazine illustré relatant la vie de l'établissement tandis que le proviseur adresse